

Klimaschutz: Viele gute Ideen

Reden über kommende Generationen, die Nachhaltigkeit, und die Notwendigkeit schnellen Handelns, das kann Umweltminister Lucien Lux genauso gut wie sein Vorgänger Charles Goerens. Am Dienstag stellte er eine erste Bilanz der Vorbereitungsarbeiten für den nächsten nationalen CO₂-Reduktionsplan vor. Neben den üblichen Ausführungen über Transitverkehr und Stromherstellung - die dazu dienen, die Klimaschutzbilanz zu beschönigen - legte der Umweltminister neue Zahlen vor: Bis 2010 wird Luxemburg voraussichtlich 14 Millionen Tonnen CO₂ erzeugen - statt der neun, die das Kyoto-Protokoll erlaubt. Hervorzuheben sind die vorsichtigen Bekenntnisse des Ministers zur Priorität des Schienenverkehrs und zur Förderung der erneuerbaren Energien. Alternative Stromerzeugung schlägt sich zwar nicht in der Kyoto-Bilanz nieder, ist aber im Sinne der Nachhaltigkeit. Mut zeigte Lux vor allem bei Maßnahmen, die nach seiner laufenden Amtszeit fällig würden: Drastische CO₂-Senkungen im Rahmen des Post-Kyoto-Prozesses und eine "mittelfristige" Drosselung des Tanktourismus. Alle diese Vorschläge will der Umweltminister auch dem Regierungsrat unterbreiten. Ob er dabei erfolgreicher sein wird als sein Vorgänger, ist fraglich.

Le sommet de la répression

La tenue du Sommet mondial sur la société de l'information (WSIS) à Tunis devait être l'occasion, pour le régime du président Ben Ali, de redorer son blason. Pour le moment, cela dessert plutôt l'image de ce pays devenu l'une des dictatures les plus répressives de la planète. L'attention médiatique s'est surtout traduite par des reportages du genre "la face cachée de votre destination de vacances", dans des journaux comme "Le Monde", mais également dans la "Revue". Comme pour renforcer l'effet, le régime a multiplié les bavures ces derniers jours: refus de laisser participer au WSIS le président de Reporters sans frontières, Robert Ménard, puis violences contre des journalistes belges et français. Somme toute, les forces de l'ordre ont infligé aux journalistes le traitement habituellement réservé aux "gêneurs" tunisiens. Dans ce climat, le réseau Ifex, dédié à l'échange international sur la liberté d'expression, a annulé une manifestation prévue dans le cadre du WSIS. Pour en savoir plus: www.ifex.org

Die Tram ist tot, es lebe die Tram

Paul Helminger brachte es anlässlich der Vorstellung des blau-grünen Koalitionsabkommens auf den Punkt: "Wir sind heute in einem anderen Film als 1999". Gemeint war die in reinste Kakophonie ausgeartete Diskussion über eine "Train-Tram"-Linie zwischen dem Hauptstadt-Bahnhof und dem Kirchberg - geführt über die "Nei Avenue". Inzwischen haben sich die Rahmenbedingungen verändert: Die Anbindung des Kirchbergs an den Bahnhof mit einer klassischen Gleisverbindung über den Findel war 1999 noch nicht vorgesehen. Insofern kommt der Trassenführung zwischen Bahnhof und Kirchberg nicht mehr jene zentrale Funktion zu, die ihr noch 1999 beigemessen wurde. Helminger widersprach damit teilweise seiner Vorrednerin Lydie Polfer, die erneut betonte, die Befürworter des BTB hätten 1999 aus ideologischen Gründen die technischen Schwierigkeiten verschwiegen. Transportminister Lux mahnt einen kühlen Kopf an: Es werde ein schienengebundenes System durch die Stadt geben, die Voraussetzung für eine Einigung seien besser denn je. Automuffel, denen die Optimierung des öffentlichen Verkehrs hierzulande trotzdem zu lange dauert, können am Freitag Nachmittag schon mal über die Alternativen diskutieren: Im Casino syndical findet unter Beisein des Transportministers ein Seminar zum Thema "mobilité douce" statt. Danach lädt die Velosinitiative gegen 20 Uhr zu einer öffentlichen Konferenz mit Bernard W. Ensink von der "Holland Fietsland" und Manfred Neun von der Europäischen Radfahrer Föderation ein.

Une réforme de la gestion des noms de domaine s'impose, estime Patrick Vande Walle. Le sommet mondial sur la société de l'information qui se tient actuellement à Tunis est à la recherche d'alternatives au monopole des Etats-Unis.

(Foto: Christian Mosar)

**SOCIETE DE L'INFORMATION**

L'internet n'appartient à personne

woxx: Qu'est-ce que le WSIS qui a actuellement lieu à Tunis?

Patrick Vande Walle: Il s'agit du sommet mondial sur la société de l'information, une initiative de deux agences de l'Onu, l'Unesco et l'UIT, l'Union internationale des télécommunications. On y parlera entre autres de la fracture numérique entre les pays riches et les pays pauvres, ainsi que de la gouvernance de l'internet, historiquement aux mains des Etats-Unis. A côté des Etats, le secteur privé participe également, puisque l'internet fonctionne sur base d'entreprises privées, du moins sous nos latitudes.

Y a-t-il une place pour la société civile?

C'est l'Unesco qui a insisté pour que la société civile soit présente. Mais c'est un paramètre qui ne rentre pas dans l'équation de l'UIT, qui a l'habitude de travailler avec des agences gouvernementales seulement. Cela a conduit à des couacs, comme l'exclusion des représentants de la société civile lors de certaines réunions. Par ailleurs, certains Etats remettent régulièrement en question la représentativité des organisations de la société civile.

Et quelle est la légitimité d'une organisation comme la vôtre, l'Isoc?

Au Luxembourg, l'Isoc, l'Internet Society, possède un peu une légitimité par défaut, puisque nous sommes la seule ONG de ce type. Nous regroupons aussi bien des individus que des entreprises et des structures publiques. Ce qui nous caractérise, c'est un esprit d'ouverture et la recherche du consensus. Et nous sommes considérés comme impartiaux, puisque nous ne défendons pas d'intérêts particuliers, ni ceux d'une entreprise ni ceux d'une branche.

En 2003, lors du premier WSIS à Genève, gouvernements et société civile ont eu du mal à se mettre d'accord.

Les ONG défendaient une vision d'un internet ouvert à tous. Ce qui est peut-être un peu naïf, car il s'agit d'un business qui se compte en milliards de dollars. En face, des pays comme l'Arabie saoudite, la Chine ou Cuba ont une autre idée de la liberté: ils souhaitent éviter la propagation de mauvaises informations non vérifiées, comme ils l'appellent. En 2003, on a adopté de grandes déclarations d'intentions ... qui n'ont pas été suivies d'effets. Il est vraisemblable que ce deuxième sommet se terminera de même, sans engagements fermes, et surtout sans conséquences qui puissent gêner l'un ou l'autre interlocuteur gouvernemental.

Pourtant il y a un vif débat autour du contrôle exercé sur l'internet par les Etats-Unis ...

En effet, actuellement l'attribution des "top level domains" tels que ".com" ou ".lu" est gérée par le département du Commerce américain. C'est à lui que s'adresse l'Icann, sorte d'administration centrale d'Internet, pour modifier ou créer un domaine. Au départ, on a utilisé les codes de pays du standard ISO. C'est pour cela qu'il existe un domaine ".ps" pour la Palestine

et des noms de domaines pour des îles des Antilles sous contrôle britannique. De nouveaux domaines peuvent être adoptés par l'Icann, comme récemment ".cat" pour la Catalogne. Alors que tout est prêt, un de mes collègues attend depuis deux semaines l'activation du domaine. A entendre cela, on peut se demander à quoi sert le passage par l'administration américaine.

Y a-t-il déjà eu des refus?

Pas à strictement parler. Mais le département du Commerce a récemment obtenu d'Icann qu'elle reporte à plus tard la création du domaine ".xxx". Le département avait reçu quelque 6.000 réclamations contre ce domaine, destiné aux sites pornographiques. Sans me prononcer sur le bien fondé de la création d'un tel domaine, je trouve choquant que 6.000 citoyens américains puissent infléchir une décision à l'échelle mondiale. La décision de l'Icann en faveur de ".xxx" a été prise à l'issue d'un processus de trois ans, avec consultation de nombreux acteurs. Le fait que les réclamations aient été adressées au département du Commerce montre assez bien où se trouve le véritable centre de décision.

Quelles sont les alternatives?

L'Union européenne demande à ce que les Etats-Unis partagent

le contrôle qu'ils exercent. Il s'agit d'éviter qu'un seul Etat ait un droit de veto sur les noms de domaine. L'éventail des alternatives est large: cela va d'une grande autonomie de l'Icann jusqu'à un contrôle direct de l'Onu. Cette dernière solution est favorisée par de nombreux pays moins développés, l'Onu leur apparaissant comme une protection contre les abus de pouvoir des grands.

On entend aussi plaider en faveur du contrôle américain précisément au nom de la liberté.

En effet, une partie de la société civile américaine invoque les 200 ans de tradition démocratique de ce pays. Il est vrai que l'administration américaine a jusqu'ici eu une attitude responsable, mais à l'avenir elle pourrait utiliser son pouvoir comme une arme géopolitique. Même dans une démocratie, sous couvert de protection, un gouvernement peut exercer des formes très pernicieuses de contrôle.

Justement, ne vaudrait-il pas mieux soustraire l'internet entièrement au contrôle des Etats?

Il ne faut pas confondre le pouvoir de décision sur les noms de domaines et la possibilité de filtrer l'internet. Dans nos pays, un des obstacles empêchant de bloquer l'accès à des sites web est le respect des règles de l'Etat de droit. Il y a aussi l'architecture de l'internet. Les tribunaux européens ont beau bloquer l'accès à des sites nazis, dans les heures qui suivent les auteurs trouvent un nouvel hébergeur et sont à nouveau présents. Une citation fameuse de John Gilmore dit que "Internet traite la censure comme une dysfonction et trouve un moyen de la contourner".

Pourtant dans certains pays, la censure semble fonctionner ...

La Chine y arrive en mettant en oeuvre des bataillons d'informaticiens - et de la haute technologie américaine. Et puis, le gouvernement peut agir à sa guise, sans devoir respecter les principes de l'Etat de droit. Dans d'autres pays aussi, des sites critiques sont rendus inaccessibles. Lors d'une réunion de l'Icann en Tunisie, le gouvernement avait entrouvert l'internet pour ceux qui surfaient dans l'enceinte de l'hôtel, y compris le site de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Mais un ami tunisien a essayé d'accéder à ce site depuis le cyber-café d'en face - sans succès. La liberté d'information n'existe pas pour les Tunisiens eux-mêmes.

Pourquoi organiser le WSIS dans ce pays?

J'ignore quels marchandages il y a eu entre l'Onu et le gouvernement tunisien pour que le sommet se tienne là. Au sein de la société civile, il y a eu un appel à la mise en place d'un réseau Wifi pirate. Si chaque participant amenait son point d'accès, on pourrait relayer le réseau au-delà de l'enceinte du congrès. Ainsi l'accès à l'intégralité de l'internet serait mis à disposition de surfeurs tunisiens. On verra si les autorités tunisiennes laisseront faire.

Interview réalisée le 11 novembre par Raymond Klein

Patrick Vande Walle

Il aurait dû être présent au sommet de Tunis en tant que représentant de la société civile luxembourgeoise. Patrick Vande Walle, 46 ans, informaticien, a participé aux travaux préparatoires. L'Isoc Luxembourg, dont il est le président depuis cinq ans, s'est malheureusement trouvée à court de moyens financiers. L'Isoc est une ONG présente dans 180 pays. Elle a été créée en 1991 par les pionniers de l'Internet pour promouvoir le développement des réseaux informatiques mondiaux. Elle est aujourd'hui l'autorité morale et technique la plus influente dans l'univers de l'internet.

Blog de Patrick Vande Walle: <http://patrick.vandewalle.net>